

Compte rendu : Panel « Puissance et finance: la question du pouvoir au sein de l'histoire des relations financières internationales », 9 juin 2016, Lausanne, 4e Journées suisses d'histoire.

*Organisatrice: Mary A. O'Sullivan (UNIGE)*

*Participants : Christophe Farquet, Thibaud Giddey, Juan Flores, Marc Perrenoud*

### Compte rendu de Jamieson Gordon Myles, Université de Genève

Ce panel, présidé par **MARY O'SULLIVAN**, professeure ordinaire à l'Université de Genève, s'est penché sur la question des relations de pouvoir dans les relations financières internationales. La signification de la puissance financière est entendue ici comme « la capacité d'un Etat, d'un groupe d'individus ou d'une organisation d'exercer, par ses moyens économiques, une influence sur d'autres États, d'autres individus ou d'autres organisations au-delà des frontières nationales ». <sup>1</sup> Le cas des Etats-Unis est peut-être l'exemple contemporain le plus saillant de la puissance de la finance. Les souvenirs sont encore présents dans les esprits du moment où ce pays a brandi la menace d'inculpations et d'une éventuelle interdiction des activités des banques suisses sur son territoire afin d'obtenir la fin du secret bancaire tel qu'il a été connu en suisse depuis sa formalisation juridique en 1934. Le but visé était donc d'analyser les interactions entre le capital financier international, les espaces nationaux et les rapports de pouvoir entre les différents acteurs politiques et économiques existants, en Suisse et en Amérique latine notamment.

La première présentation était proposée par **CHRISTOPHE FARQUET**, maître-assistant à l'Université de Genève, et **THIBAUD GIDDEY**, assistant-doctorant à l'Université de Lausanne, et portait sur les interactions entre le pouvoir bancaire helvétique et la politique économique du Parti socialiste suisse (PSS) dans le contexte du tournant néolibéral des années 1980. En effet, comparé à ses homologues sociaux-démocrates européens, le PSS s'est distingué par son adhésion de fait aux principes d'orthodoxie économique durant quasiment tout le XXe siècle. Or, dans les années 1970, quelques voix dissidentes prêtes à critiquer la ligne économique du parti, considérée trop peu critique, se sont fait entendre au sein du parti dans le sillon des mouvements tiers-mondistes. Mais la crise économique qui a sévit pendant la deuxième moitié de la décennie et l'élan donné par la montée des idées de la Nouvelle Gauche au début des années 1970 ont contribué à ce que les instances dirigeantes du parti ne remettent jamais formellement en question les fondements de la politique financière et monétaire de la Confédération. Il faut croire qu'à leurs yeux, celle-ci servait à assurer le maintien des conditions nécessaires pour l'expansion continue de la place financière suisse dans un contexte international très compétitif. Les deux panélistes ont d'ailleurs souligné une

---

<sup>1</sup> Cf. descriptif du panel, <https://www.geschichtstage.ch/panel/103/puissance-et-finance-la-question-du-pouvoir-au-sein-de-l-histoire-des-relations-financieres-internationales>.

sorte de dialectique, ou incohérence fondamentale, entre les principes régissant la politique économique et financière du PSS et ses prises de positions politiques officielles contraintes par la réalité de l'importance du secteur pour la prospérité du pays dans son ensemble.

La deuxième intervention était celle de **JUAN FLORES**, professeur associé à l'Université de Genève, et portait sur la problématique de la crise de la dette souveraine en Amérique latine au début des années 1980. Plus spécifiquement, il s'est intéressé aux variables politiques ayant conditionné les emprunts internationaux des banques privées et comment les décisions d'octroi de prêts aux pays de la région étaient influencées par l'existence d'un "prêteur en dernier ressort", qui pousse potentiellement les banques à prendre des risques trop élevés et constitue le cœur du concept d'aléas moral (moral hazard). Le professeur Flores a pu montrer que, malgré des déficits d'information non négligeables, les banques privées étaient conscientes que le transfert de capitaux issus des Euromarchés vers l'Amérique latine n'était pas durable, fait attesté par la réduction des délais de maturité des obligations souveraines émises pendant la période précédant le défaut du Mexique en 1982. L'implication de cette observation est que le prix et le volume de ces obligations n'étaient pas définis par le mécanisme du marché. Bien au contraire, ce sont la compétition entre banques, la liquidité du marché et les soutiens politiques qui étaient déterminants.

La dernière présentation était celle de **MARC PERRENOUD**, historien au Département fédéral des affaires étrangères, et avait trait au rôle joué par la Suisse dans les instances politico-économiques internationales pendant les Trente-Glorieuses à la lumière de l'exemple de la participation informelle du pays aux réunions du Groupe des Dix du Fonds monétaire international (FMI). Le point de départ de cette recherche était le constat que, malgré la petitesse en termes absolus de l'économie suisse, la place financière helvétique jouait un rôle particulier dans la division internationale du travail après la Deuxième Guerre mondiale. En effet, même si le pays est longtemps resté à l'écart des organisations financières internationales comme le FMI ou la Banque mondiale (BM), il était le deuxième centre le plus important pour les émissions d'emprunts organisées par la BM après les États-Unis dans les années d'après-guerre et en plus était partie prenante aux efforts de stabilisation des cours des changes dans le contexte de la crise du dollar en 1971, puis de la crise pétrolière en 1973, pour ne citer que ces deux exemples. On peut donc dire que malgré l'absence d'obligations formelles, l'importance du franc suisse, la taille disproportionnée de la place financière suisse et le savoir-faire de ses banquiers centraux ont poussé les dirigeants économiques du pays à assumer bon nombre de responsabilités dans les efforts de coordination financière internationale. Le soutien de la puissance financière helvétique était donc à la fois offert et demandé.<sup>2</sup>

---

<sup>2</sup> Pour un appel à la rupture de la tendance à considérer la Suisse comme petite et faible (même s'il parle ici des décennies *avant* la Deuxième Guerre mondiale, Guex, S., "Introduction: de la Suisse comme petit Etat faible: jalons pour sortir d'une image en trompe-l'œil", in Sébastien Guex (éd.), *La Suisse et Les Grandes Puissances*,

Ce panel a réuni des personnes qui travaillent sur différentes périodes, emploient diverses méthodes et approches, et qui sont issues de différents domaines d'étude. Malgré les incohérences qu'une telle variété pourrait générer, il a été intéressant de constater une certaine convergence, ou du moins une complémentarité, des questions soulevées par les différents intervenants. Conformément au but visé, une vision d'ensemble des effets politiques et sociaux produits par la puissance de la finance au sens large s'est dégagée. En effet, la finance et les acteurs qui y sont actifs sont si puissants que même la logique de marché se voit transcendée; de même, la puissance de la finance n'est pas du ressort des seuls grands pays tels que les Etats-Unis, mais aussi de petits pays comme la Suisse, prêts à l'utiliser pour amplifier son importance réelle. Enfin, elle est capable de pousser les dirigeants politiques à occulter leurs propres principes au nom du plus grand bien.

**Jamieson Gordon Myles, Université de Genève**

**15.06.2016**

**Aperçu du panel :**

FARQUET, Christophe Farquet : Le parti socialiste suisse face à la puissance des banques: ambivalences des conceptions financières et monétaires sociales-démocrates durant le tournant neoliberal.

FLORES, Juan : The missing Umbrella: International Lenders of Last Resort and the Latin American Debt Crisis of 1982.

PERRENOUD Marc : La Suisse et le Groupe des Dix du Fonds monétaire international (1963-1957): côtoyer les grandes puissances sans adhérer au FMI.